

Collectif Droits de l'Homme Romeurope Ile-de-France

ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET 93 et 95** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms) –

CCFD-Terre solidaire - **ECODROM** - **FNASAT-Gens du voyage** - **Habitat Cité** - **Hors la Rue** - **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) - **La rose des vents** - **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) - **Les enfants du Canal** - **MDM** (Médecins du Monde) - **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) - **Première Urgence Internationale** - **Romeurope 94** - **Rom Réussite** - **Secours catholique (Caritas France)**

Et le Collectif Romeurope 92 sud, le Collectif Romeurope 93, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie (95), le Collectif Romyvelines (78), le Collectif Romeurope 77, Collectif Romeurope Noisy le Grand (93), le Collectif RomParis (75), le Collectif Romeurope du Val Maubuée (77), le Collectif Romeurope Antony Wissous



COMMUNIQUE DE PRESSE SUITE A LA CONFERENCE REGIONALE SUR LES BIDONVILLES A LA PREFECTURE DE REGION ILE-DE-FRANCE LE 20 OCTOBRE 2015

Paris, jeudi 22 octobre 2015

Nous avons participé mardi à la conférence régionale sur les bidonvilles en Ile-de-France, sur invitation du Préfet de région. Nous avons apprécié la volonté d'agir de certains élus et voulons nous associer à une dynamique constructive.

Aucune proposition novatrice n'a été présentée par le Préfet de région, hormis la création de deux groupes de travail, alors que nous constatons chaque jour des menaces d'expulsion et des destructions de nouveaux lieux de vie dont les habitants sont plongés dans une précarité toujours plus grande.

Nous avons décidé d'y participer pour apporter notre expérience d'accompagnement au quotidien des personnes et afin de construire avec l'ensemble des acteurs concernés - y compris les associations, collectifs locaux et habitants - des solutions pour l'inclusion ainsi que pour la stabilisation temporaire des bidonvilles dans des conditions de vie dignes, tant qu'aucune proposition de logement ou d'hébergement ne peut être apportée.

Cela fait 25 ans que des bidonvilles sont réapparus en Ile-de-France, il est temps de sortir du déni ! Après tant d'années passées sur le terrain, nous savons que **la politique d'expulsion systématique sans solution alternative acceptable est inefficace et coûteuse : elle doit cesser immédiatement**. La stabilisation des personnes est reconnue par tous, y compris les représentants de l'Etat, comme une condition indispensable à l'inclusion. **La solution passe avant tout par un accès de tous et toutes au droit commun, sans discrimination, ni sélection, ni dispositifs ad-hoc particuliers**. Ceci ne sera possible qu'en laissant le temps aux personnes concernées, aux associations et collectifs de soutien, aux acteurs sociaux et aux autorités, de construire et de consolider des parcours d'inclusion.

L'élaboration de politiques publiques alternatives nécessite une approche animée par la lutte contre le mal logement, le respect des droits fondamentaux et de la dignité des personnes et l'effectivité de l'égalité des droits pour tous et toutes. Elle implique également de se prémunir contre les discours et les projets stigmatisants, motivés par une supposée spécificité de ces populations.

Il est indispensable que de nombreux élus participent à ce travail – et pas seulement ceux qui œuvrent déjà dans une dynamique constructive – de même que tous les services de l'Etat concernés par la situation des habitants des bidonvilles. **Seuls ce renouvellement du travail commun et une réelle volonté politique de la part des pouvoirs publics permettront l'élaboration de solutions opérationnelles, efficaces et rationnelles.**

Contact presse :

Manon Fillonneau

06 68 43 15 15

manon.fillonneau@romeurope.org / @CNDH_Romeurope